

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



5ème année / N° 206

Du 30 janvier au 5 février 1987

POLITIQUE

Cerezo participera à la réunion de San José
Un conseiller à la sécurité des USA est arrivé au Guatemala
De nouveaux vice-ministres des Affaires Etrangères
Changement de hauts fonctionnaires au Ministère de la
Défense
Une surprenante mobilisation de troupes
Menaces contre le correspondant d'une revue nord-américaine
Le GAM exige une commission non-gouvernementale
L'armée capture des paysans
Selon le PGT, la crise s'amplifie

MOUVEMENT POPULAIRE

Les centrales syndicales forment un front commun
Protestation contre l'augmentation du coût de la vie
La grève des employés bancaires a commencé

SITUATION SOCIALE

Augmentation de la population guatémaltèque

DROITS DE L'HOMME

Le Guatemala signe le traité contre la torture
La violence a fait cinquante victimes en un week end
Une famille de déplacés enlevée et assassinée
Une autre victime d'une perquisition extra-judiciaire
Un couple assassiné dans son automobile
Des militaires agressent des personnes dans un restaurant

4°P. 12315

POLITIQUE

CEREZO PARTICIPERA A LA REUNION DE SAN JOSE

Le 2 février, le président Vinicio Cerezo a annoncé sa décision de se rendre au Costa Rica afin de participer à la réunion des présidents d'Amérique Centrale à l'initiative du président costaricien Oscar Arias, et dont le Nicaragua est exclus.

Cette décision "n'affecte pas la politique de neutralité active", a affirmé le président Cerezo qui a précisé que le but de sa participation obéit "à l'intérêt guatémaltèque de s'associer à toute initiative où est recherché un chemin vers la paix en Amérique Centrale".

UN CONSEILLER A LA SECURITE DES USA EST ARRIVE AU GUATEMALA

La délégation personnelle du président Ronald Reagan, conduite par Frank Carlucci, récemment nommé conseiller à la sécurité, s'est entretenue le 29 janvier avec le président Cerezo.

Carlucci était accompagné de ses conseillers José Sorzano, Alan Fiers, Danny Kelly, Paul Thomson et le colonel Sam Watson, ainsi que de l'ambassadeur Alberto Martínez Piedra.

DE NOUVEAUX VICE-MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

Depuis le 2 février, Julio Martini et José Luis Chea Urruela occupent les fonctions de vice-ministres des Affaires Etrangères, en remplacement de Francisco Villagrán et Rodrigo Montúfar qui ont démissionné à la fin janvier. Les milieux politiques ont estimé que les vice-ministres sortants se situaient dans la ligne de défense de la politique de "neutralité active" ce qui les a souvent opposés à la tendance du ministre Mario Quiñónez.

Villagrán a été nommé ambassadeur du Guatemala auprès de l'Organisation des Etats Américains (OEA).

CHANGEMENT DE HAUTS FONCTIONNAIRES AU MINISTERE DE LA DEFENSE

Le général Héctor Gramajo, nouveau ministre de la Défense, a annoncé le 3 février le retrait du porte-parole de l'Armée, le capitaine Juan Fernando Cifuentes, et celui du vice-ministre Eliú Cabrera Padilla.

Le lieutenant-colonel Roberto Letona a été nommé comme nouveau directeur du département d'information de l'Armée et le colonel Arturo de la Cruz assume le poste de vice-ministre de la Défense.

UNE SURPRENANTE MOBILISATION DE TROUPES

La presse locale a informé que, le 31 janvier dans la matinée, plusieurs dizaines de soldats en armes, des camions chargés de troupes et des véhicules blindés s'étaient mobilisés pendant plusieurs heures dans les rues du centre de la capitale, à proximité du Palais National.

Les observateurs ont estimé que la démonstration de force avait été ordonnée par des officiers opposés à la nomination du général Héctor Gramajo au poste de ministre de la Défense; mettant ainsi en évidence les divisions internes existant au sein de l'Armée.

MENACES CONTRE LE CORRESPONDANT D'UNE REVUE NORD-AMERICAINE

Joseph Contreras, correspondant de la revue nord-américaine "Newsweek" pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes, a été sur le point d'être victime d'un groupe paramilitaire privé qui l'a menacé alors qu'il se trouvait dans la plantation de Las Mojarras, dans le département de Retalhuleu, au sud-ouest du pays, a t'on appris le 2 février dernier.

Contreras s'était rendu sur place afin de couvrir une occupation de terres réalisée par environ 80 paysans qui avaient pris cette décision face à la négligence gouvernementale en matière de distribution de terres.

LE GAM EXIGE UNE COMMISSION NON-GOUVERNEMENTALE

A l'occasion d'une manifestation réalisée le 30 janvier, le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) a exigé du président Cerezo la formation d'une commission qui enquêterait sur le sort des milliers de disparus. Cette commission devrait avoir un caractère non-gouvernemental et serait composée de personnalités internationales spécialistes des droits de l'homme.

Le GAM a par ailleurs dénoncé la protection que le gouvernement offre aux responsables de disparitions, ainsi que les manœuvres tendant à diviser l'organisation humanitaire.

L'ARMEE CAPTURE DES PAYSANS

Selon des informations de presse publiées le 2 février, plus de 141 paysans, hommes, femmes et enfants, qui fuyaient la répression gouvernementale dans le nord et le nord-ouest du pays, ont été capturés par l'armée et enfermés dans une caserne militaire.

Les paysans ont été capturés dans la Sierra de las Minas, dans les départements d'Alta Verapaz et El Quiché, puis transférés à la caserne du village de Polay, commune d'Usantán, El Quiché.

SELON LE PGT, LA CRISE S'AMPLIFIE

Un communiqué du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT), diffusé le 28 janvier, déclare que, pendant la première année de gouvernement démocrate-chrétien, la crise économique s'est aggravée, le chômage a augmenté et le pouvoir d'achat de la majorité de la population a baissé. Le PGT signale également que le gouvernement du président Vinicio Cerezo "s'est engagé clairement aux côtés des militaires" en refusant de juger les responsables des multiples violations des droits de l'homme.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES CENTRALES SYNDICALES FORMENT UN FRONT COMMUN

Le 2 février, quatre organisations professionnelles ont fait connaître la réalisation d'un accord intersyndical visant à supprimer la division des travailleurs et à organiser un front commun pour la défense de leurs droits. Ces organisations sont l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA), la Confédération d'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG), la Fédération des Syndicats des employés des Banques et des Assurances (FESEBS) et le Syndicat de l'Institut National d'Electricité (SINDE). Les syndicalistes ont annoncé qu'ils demanderaient une audience au président Cerezo afin de lui exposer les problèmes considérés comme étant les plus aigus : l'augmentation des tarifs de l'électricité, le manque de terres pour les paysans, l'augmentation du coût de la vie, la politique salariale et le problème des droits de l'homme.

PROTESTATION CONTRE L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE

L'Association des Travailleurs du secteur "malaria" du Ministère de la Santé a réclamé au président Cerezo, dans un télégramme publié le 2 février, qu'il stoppe l'augmentation des prix des produits de consommation populaire. Les travailleurs demandent également le retrait du projet d'augmentation des tarifs de l'électricité, et qu'un frein soit mis à la violence politique et de droit commun.

LA GREVE DES EMPLOYES BANCAIRES A COMMENCE

Le 28 janvier, 297 employés de la Banque de l'Agro ont commencé une grève pour exiger de la direction de l'entreprise la prise en compte de leurs revendications salariales. 12 agences départementales, 7 de la capitale et le siège central ont été paralysés.

SITUATION SOCIALE

AUGMENTATION DE LA POPULATION GUATEMALTEQUE

Selon les statistiques de l'Association pour le bien-être de la Famille (APROFAM, gouvernementale), la population guatémaltèque atteindra en 1987 les huit millions 550 mille habitants, soit environ 240 mille de plus que l'actuel recensement.

L'analyse indique que le rythme annuel d'augmentation de la population guatémaltèque est de 2,9%.

DROITS DE L'HOMME

LE GUATEMALA SIGNE LE TRAITE CONTRE LA TORTURE

Il a été officiellement annoncé le 30 janvier à Washington que les gouvernements du Guatemala et de la République Dominicaine avaient ratifié la Convention Interaméricaine pour prévenir et sanctionner la torture, souscrite à Carthagène (Colombie) en décembre 85 et qui devra entrer en vigueur au mois de février.

La ratification a été remise à Joao Baena Soares, secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), par le représentant guatémaltèque, Jorge Skinner Klee.

LA VIOLENCE A FAIT CINQUANTE VICTIMES EN UN WEEK END

Selon des informations données le 2 février par des organismes de secours et par la presse, une énorme vague de violence a fait au moins cinquante victimes les 31 janvier et 1 février.

La majorité des morts et des blessés a été atteinte par balles ou par armes blanches. Ces violences ont surtout eu lieu dans la ville de Guatemala.

UNE FAMILLE DE DEPLACES ENLEVEE ET ASSASSINEE

Le 29 janvier, Nineth Montenegro de García, présidente du GAM, a dénoncé la sequestration de trois membres d'une même famille de paysans, provenant de San José Poaquil, département de Chimaltenango. La famille avait du émigrer à cause de la répression des années précédentes. Les enlèvements ont eu lieu en différents points de la ville de Guatemala et en moins de 48 heures, entre les 26 et 27 janvier.

Le 30 janvier, ont été retrouvés les cadavres, portant des traces de tortures, de Camilo García Ruiz, de sa femme Marta Odilia Raxjal et de sa belle mère Maria Esteban Sisimit, sur un chemin communal de San José Poaquil.

UNE AUTRE VICTIME D'UNE PERQUISITION EXTRA-JUDICIAIRE

Selon des informations de presse en date du 29 janvier, Pedro de Jesus Salazar Revolorio, 50 ans, a été assassiné par balles, en présence de sa famille, au moment où un groupe d'hommes fortement armés a pénétré par la force dans son domicile situé dans le village d'Espitia Real, commune de Nueva Santa Rosa, département de Santa Rosa, au sud-est du pays.

Par ailleurs, Juan Antonio Divas Fajardo, 25 ans, et Concepcion Monasterio, 24 ans, ont été grièvement blessés par balles dans les communes de Nueva Santa Rosa et Santa Maria Ixtahuacan.

UN COUPLE ASSASSINE DANS SON AUTOMOBILE

Le 1 février, des organismes de secours ont informé que Alfonso Augusto Rolls Guzman, 30 ans, et sa fiancée, Carmen González Orozco, ont été tués par balles dans leur voiture dans une rue du centre de la capitale, par des individus circulant dans des véhicules officiels.

Rolls Guzman est mort sur le coup, tandis que sa compagne est décédée quelques heures plus tard dans un service d'urgences.

DES MILITAIRES AGRESSENT DES PERSONNES DANS UN RESTAURANT

Le 2 février, la presse locale a informé qu'un groupe de dix militaires, dont huit vêtus en civil, commandé par un lieutenant de l'armée, avait attaqué à coups de poing et par balles des personnes réunies dans un restaurant situé dans la commune de Nueva Concepcion, département d'Escuintla, au sud du pays. Par la suite, les militaires ont enlevé deux femmes pour une destination inconnue. On ignore pour le moment l'identité des deux femmes séquestrées. Les faits ont eu lieu le 31 janvier à minuit. Les militaires étaient mécontents de ce que le propriétaire de l'établissement ait commencé à éteindre les lumières et à fermer les portes par mesure de précaution.